

Clément Crucifix

Le pouvoir des mains invisibles

Faire et défaire
le capitalisme au Mexique

Terrains
du siècle



KARTHALA

« Avant c'était *El Progreso*, aujourd'hui c'est *El Pobrezo* », me dit l'un de mes interlocuteurs, jouant des mots progrès et pauvreté. Dans ce village reculé du Mexique, nommé « Le Progrès », les plantations de café à l'abandon ne sont plus que le symbole d'une époque révolue, où l'économie tournait autour de la terre. Désormais, c'est celle de la présence massive d'institutions financières, offrant des crédits à des populations précarisées par des décennies de politiques néolibérales. Leur présence témoigne surtout de l'extension des frontières de la finance vers des lieux périphériques.

Pourtant, ces flux financiers ne circulent pas dans le vide. En étant utilisés par les populations, ils s'engouffrent dans les méandres de relations sociales complexes, répondant à des manières autres de comprendre ce qui fonde la valeur d'un individu et sa place dans le collectif. En suivant ces usages de l'argent, ce livre démontre le rôle central joué par les acteurs intermédiaires qui, des agents de crédit aux leaders locaux, font la traduction entre, d'une part, la rationalité imprimée par les institutions financières et, d'autre part les dynamiques sociales, politiques, économiques et écologiques qui leur préexistent localement. Dans les plis de ces enchevêtrements, se dessine une société rurale en pleine mutation, où les rapports de pouvoir jadis articulés autour de la terre se transforment et où des formes de « vivre ensemble » tentent de subsister.

Basé sur une enquête ethnographique de plusieurs années, cet ouvrage prend le contrepoint des macro-récits sur le capitalisme pour documenter les effets qu'il génère *in situ*. Loin d'être une force homogène, se produisant de manière automatique, il dépend du travail réalisé par une série de mains invisibles pour se réaliser concrètement. Dans ces entre-deux, le capitalisme – en apparence si évident – se teinte de nuances multiples et montre potentiellement toute sa vulnérabilité.

Clément Crucifix est anthropologue, diplômé de l'université de Louvain. Sur base de terrains ancrés en Amérique latine, ses recherches portent sur la finance, la monnaie et les nouvelles technologies.

Collection Terrains du siècle

Dirigée par Stéphane Devaux

Clément Crucifix

Le pouvoir des mains invisibles

**Faire et défaire
le capitalisme au Mexique**



KARTHALA

Couverture: Producteur de bananes ayant sollicité un crédit,
aux alentours d'El Progreso en mai 2016. © Clément Crucifix.

© Éditions Karthala, 2024
22-24, boulevard Arago – 75013 Paris
www.karthala.com

ISBN : 978-2-38409-011-2
(première version papier, 2024)

À mes parents

Sommaire

Introduction. Le capitalisme est dans les détails

1. Le progrès qui n'est plus

2. Slow finance

3. Les passages secrets digitaux

4. Épaissir la dette

5. Les mains pleines, les poches vides

6. Une régulation tronquée

Conclusion

INTRODUCTION.

Le capitalisme est dans les détails

À quoi ressemble le capitalisme...

Comme tous les villages de la Sierra nord de Puebla, Hueytamalco compte des bureaux de *financieras*. *Financiera*, c'est le nom donné au Mexique aux institutions qui prêtent de l'argent aux populations exclues de l'accès aux banques «traditionnelles». Depuis près d'une vingtaine d'années, elles ont essaimé dans la région. Les nombreuses annonces que l'on voit sur les murs, vantant l'accès à des crédits en un temps record et avec un minimum de conditions, mènent directement à elles. «*Banco Azteca, où ton crédit sera autorisé en moins de 30 minutes avec un minimum de conditions*». Ou bien : «*Chez Compartamos, nous t'offrons des crédits pour te soutenir et faire grandir ton entreprise*». Dans une économie faisant face à une précarité structurelle, les crédits qu'elles offrent irriguent la région en liquidité.

La *financiera* où je passe du temps à Hueytamalco ressemble à toutes les autres. À l'entrée, des motos parkées les unes à côté des autres. Il y en a généralement quatre, correspondant au nombre d'agents travaillant à cette succursale. Sur la façade vitrée sont affichés le logo de l'institution et les heures d'ouverture. Si l'on passe la porte, on entre dans une salle d'attente à la décoration simple et moderne, donnant à respirer le même air propre et immaculé qui fait des *financieras* des petits îlots de modernité dans cette région relativement

reculée du Mexique. Quelques chaises y sont disposées afin que les clients puissent patienter en attendant que l'employé au guichet, assis derrière une vitre en plexiglas, s'occupe d'eux. Sur les murs, des affiches de la Commission Nationale Bancaire. Dans un pays où les fraudes sont fréquentes, elles sont censées rassurer les clients sur le suivi de l'institution par les autorités régulatrices. Enfin, derrière une porte blindée, l'antichambre. Si l'on en suit le couloir, on arrive à une salle de travail sombre, à l'aspect renfermé. En plus de servir de lieu de réunion et d'entrepôt aux dossiers des clients, c'est là que sont disposés les ordinateurs sur lesquels travaille le personnel.

Cette dernière pièce exiguë se caractérise par la chaleur lourde qu'il y fait. Si les quelques rares jours de froid son aspect renfermé est bienvenu, dès que la température monte un peu, il devient vite inhospitalier. Quand l'occasion se présente, j'en profite pour m'en échapper et accompagner les agents de crédit. À la succursale, les agents sont en charge du suivi des clients. Leur travail consiste à recevoir les demandes de crédit, s'assurer que les gens remboursent bien, en plus de trouver de nouveaux clients potentiels. Étant pour la plupart des hommes, âgés entre 20 et 35 ans, une partie de leur salaire dépend de bonus qu'ils obtiennent en fonction de leur capacité à remplir les objectifs de croissance mensuels fixés par la *financiera*. La majeure partie de leur travail s'effectue sur la route. Les routes de la région qu'ils sillonnent, de village en village, à la recherche de personnes désireuses de faire un emprunt.

Ces routes forment un large réseau, dont la qualité décline en fonction de la taille des localités où elles mènent. Celles qui connectent les chefs-lieux municipaux sont goudronnées et en relativement bon état. Celles qui mènent aux villages de plus petite taille alternent les passages goudronnés et en terre. Enfin, celles qui mènent aux communautés reculées se font caillouteuses et accidentées, obligeant parfois les agents

à descendre de leurs motos pour pouvoir avancer. De ces routes tant de fois parcourues, les agents connaissent chaque détail. Les trous, les casse-vitesse, les virages serrés, les raccourcis, les contrôles de police, les endroits où il fait bon s'arrêter pour manger, les passages boueux lors des fortes pluies, les chiens qui aboient au passage, les garages où réparer leurs motos, ou les détours où on raconte que d'autres agents se sont fait voler leur argent.

Dès que je prends la route avec eux et qu'on quitte Hueytamalco, je ne manque jamais d'être attiré par les plantations de bananiers qui pullulent aux alentours. Elles forment un océan de verdure où j'aime perdre mon regard. Mes interlocuteurs m'invitent rapidement à politiser ces paysages. Comme on me le rappelle souvent, ces plantations sont relativement récentes. Durant longtemps, c'est le café qui a prédominé dans la région. Jusqu'au moment où la privatisation radicale de l'État, au début des années 1990, a conduit à son déclin. Au même titre que les bananiers, les agents de crédit sont un autre élément neuf de ce paysage. De ce paysage changeant au rythme des transformations globales de l'économie. Les agents, on les reconnaît à la couleur de leurs uniformes. Habillés en rose, ce sont ceux de la *financiera* Compartamos. En vert et blanc, ceux de Banco Azteca. En mauve et jaune, ceux de Finrural. Et ainsi de suite. Leur présence se fait particulièrement notable en fin de mois. Soumis aux objectifs de croissance mensuels que leur imposent leurs supérieurs, ils se trouvent à la recherche urgente de nouveaux clients, en même temps qu'ils doivent s'assurer que les autres remboursent à temps.

La maîtrise qu'ont les agents des routes de la région n'a d'égal que leur connaissance du tissu social des localités où ils travaillent. Partout où nous nous arrêtons, ils se dirigent de manière quasiment automatique vers des interlocuteurs spécifiques. À ceux-ci, ils demandent des renseignements concernant leurs clients ou des personnes éventuellement

désireuses d'emprunter de l'argent. Ces informateurs leur indiquent les besoins financiers de tel ou tel individu, les activités économiques qu'il mène, les manières dont il dépense l'argent, les relations qu'il entretient avec les autres habitants, ses susceptibilités ou autres traits de caractère. C'est en fonction de ces indications que les agents sélectionnent les personnes qu'ils estiment fiables. C'est aussi en fonction de ces indications qu'ils feront pression, auprès de chaque client, pour qu'il rembourse ses emprunts à temps. Discutant de cela, un agent de crédit m'affirmait un jour avec fierté : « *Personne ne connaît mes clients mieux que moi* », ce qui représentait pour lui un gage de la qualité de son travail.

Ainsi, un bon agent est un agent qui dispose d'informateurs qui pourront le renseigner dans chaque village ou communauté. Originaires de la région, les agents de crédits étaient déjà familiarisés avec les dynamiques sociales du lieu. Leur travail n'a fait qu'amplifier leur capacité à mobiliser des réseaux dans les moindres recoins de la région. C'est en passant au travers des tentacules de ces relations multiples qu'ils parviennent à enrôler de nouveaux clients et ainsi, à faire gonfler le portefeuille des *financieras*.

Mon terrain me force à m'en rendre compte : les flux financiers qu'amènent avec elles les *financieras* ne circulent pas dans le vide. Pour se réaliser, ils ont besoin de ces motos, de ces agents, de ces routes, de ces informateurs locaux, de ces réseaux de relations. De tous ces petits détails par lesquels ils passent et qui leur permettent de s'étendre concrètement. Ce faisant, ils s'immiscent et s'emmêlent dans un monde de complexité.

Lorsqu'on l'évoque, le capitalisme résonne souvent comme un bien grand mot. Tellement grand qu'il paraît difficile à appréhender. En le mentionnant, on a parfois l'impression d'invoquer une force incontrôlable et impossible à confronter, sur laquelle il est difficile d'apposer des réalités concrètes.

LE capitalisme. Comme si du seul fait de le prononcer, il se produisait de lui-même. Comme s'il était une tache d'huile, étendant ses effets de manière indistincte sur l'ensemble du globe, par pur effet de magie.

Or, s'il est évident que l'extension des logiques capitalistes s'inscrit dans des rapports de force auxquels il est difficile de se confronter, il me paraît opportun de se distinguer des récits qui le présentent comme une totalité englobante, homogène et se produisant de manière quasi automatique. En effet, ces récits ne permettent pas de saisir les processus concrets au travers desquels ce qu'on nomme capitalisme se réalise au quotidien et dans des espaces-temps précis.

Pour autant, le postulat de départ de l'ouvrage est qu'il faut «situer le capitalisme» (Ho, 2005). Plutôt qu'une force abstraite, ce dernier se présente *in situ* sous la forme d'objets, de discours et de situations concrètement observables. L'agripper par le biais de ceux-ci permet d'ouvrir la boîte noire et de prendre le capitalisme pour ce qu'il est. Sur mon terrain, il s'agit notamment de cela. Des affiches sur les murs vantant l'accès à des crédits en un temps record. Des bureaux de *financieras* présents dans toutes les localités. Des agents sillonnant à moto les routes de la région, à la recherche de personnes désireuses d'emprunter de l'argent. Des employés stressés, soumis aux rythmes de croissance de leur portefeuille imposés depuis d'autres échelles. Ou encore des interlocuteurs faisant circuler au personnel des *financieras* des informations sur les besoins en crédits de telle ou telle personne dans leurs communautés. Tous témoignent de l'insertion de cette région rurale du Mexique dans des dynamiques capitalistes d'ampleur plus large.

En contrepoint des macro-récits sur le capitalisme, la thèse que je développe ici est que le capitalisme ne peut se réaliser concrètement sans tous ces petits détails dans lesquels il s'enchevêtre. Dans cette production se révèle central le travail réalisé par une série d'acteurs en apparence invisibles : les

agents de crédit, leurs informateurs, ainsi que la myriade d'autres individus auxquels je vais m'intéresser dans ce livre. Ce sont eux qui font s'imbriquer des dynamiques capitalistes à prétention globale dans les particularités des lieux où elles s'implantent.

Ce faisant, l'ouvrage vise à compléter deux angles morts auxquels mènent généralement les approches totalisantes du capitalisme. D'une part, en observant le capitalisme par-dessus l'épaule de ceux qui le produisent, j'entends questionner les récits selon lesquels le capitalisme serait une force homogène, convertissant tout sur son passage, suivant son propre moule. Au contraire, je chercherai à discuter des interactions complexes qu'entretiennent ces logiques capitalistes avec tous les particularismes qui préexistent et coexistent localement. Ces particularismes s'ancrent dans des trajectoires sociales, politiques, économiques et écologiques spécifiques. En analysant ces articulations complexes, je tâcherai de démontrer comment le capitalisme est produit en rapport à cette adversité, en même temps qu'il se voit redéfini et contesté par celle-ci. Plutôt qu'une force qui atrophierait toute différence, on verra se dessiner un capitalisme qui est fait et défait en fonction des situations particulières dans lesquelles il se retrouve.

D'autre part, en considérant que le capitalisme produit ses effets de manière similaire sur l'ensemble du globe, il est difficile de voir les processus précis et inattendus qu'il contribue à générer dans des endroits précis. En discutant du rôle joué par les (petites) mains engagées au quotidien dans sa production, je tâcherai de suivre la place plus large que ces acteurs intermédiaires occupent dans les relations sociales au sein desquelles ils sont actifs. En effet, en jouant un rôle clé dans l'arrivée des crédits, j'estime que ces acteurs contribuent à transformer les manières dont les réseaux économiques sont structurés au sein de la région. En situant mon travail dans le temps long des transformations économiques ayant affecté la Sierra nord de Puebla depuis le milieu du 20^e siècle,

je tenterai d'expliciter comment des dynamiques inégalitaires, des formes de solidarité et des rapports de pouvoir se voient reconfigurés localement dans le sillage de dynamiques capitalistes changeantes.

Les histoires que je vais raconter dans ces pages prennent donc lieu dans ces interstices, dans ces zones grises ; celles où le capitalisme – en apparence si évident – se teinte de nuances multiples. C'est dans ces espaces où l'on peut saisir de manière plus juste les effets qu'il produit, mais aussi les marges de manœuvre que certains individus et groupes tentent de se ménager malgré tout.

L'empire *subprime*

Ma fréquente utilisation du mot capitalisme m'oblige d'emblée à clarifier ce que j'entends par là. En effet, s'il est régulièrement employé au singulier, le terme de capitalisme recouvre des dynamiques diverses. Dans cet ouvrage, je m'intéresse à ce que l'on qualifie de « financiarisation ». De manière large, cette notion se réfère à la place prise par les activités financières dans l'économie capitaliste globale (Van der Zwan, 2014). Il recouvre ainsi de nombreux phénomènes, allant de la dépendance des États vis-à-vis de la dette sur les marchés financiers (Lemoine, 2016), à la prédominance des critères de capitalisation boursière sur la gouvernance des entreprises (Ho, 2009), en passant par la valorisation des fonds de pension en bourse. Plusieurs auteurs situent son origine dans les années 1970, lorsque la crise de productivité des industries et la dérégulation de la circulation des capitaux ont ouvert la voie à de nouveaux modes d'accumulation (Lapavistas, 2013).

Face à ces transformations, mon intérêt se porte sur l'endettement des particuliers. En effet, depuis au moins trois décennies, les économies domestiques ont été marquées par

un besoin croissant de recourir à la dette ; que ce soit pour subvenir à leurs besoins, financer leurs projets de vie, réaliser certaines de leurs aspirations, ou tout simplement survivre. Constituant l'une de ses sources de profit principales, l'offre de crédit envers des pans de plus en plus grands de la population s'est étendue dans le sillage de cette financiarisation. C'est au travers de dynamiques relativement distinctes entre les pays dits du Nord et du Sud que la dépendance vis-à-vis de crédits offerts par les banques et autres institutions financières s'est exprimée.

Au Nord, c'est plutôt à la faveur d'une nouvelle ingénierie financière et de la dérégulation bancaire (Lemoine, Ravelli, 2017) que s'est étendu le recours à la dette chez les particuliers. Cet endettement grandissant s'inscrit alors dans une crise de l'inclusion socio-économique résultant, à partir des années 1970, d'une redéfinition plus large des politiques économiques nationales (Graeber, 2011). À cette période, la fin du contrat social d'après-guerre (qui tentait de redistribuer de manière égale, entre capital et travailleurs, les richesses produites) entraîne une stagnation des salaires, réduisant le pouvoir d'achat de larges pans de la population. Cela mine l'accès à certains services, comme le logement, les études ou les soins de santé, que l'État-providence avait contribué à naturaliser (Palomera, 2014, Crucifix & Daffe, 2022). En se généralisant, la dette permet de maintenir l'accès à nombre de ces services et maintenir une paix sociale menacée par la baisse générale du niveau de vie (Krippner, 2012). Des années plus tard, cette politique de redistribution par ladite « démocratisation du crédit » mènera à la crise des *subprimes*, frappant tout particulièrement les économies nationales alimentées par un haut niveau d'endettement hypothécaire de ses citoyens.

Dans le Sud, la microfinance a joué un rôle clé dans l'insertion de larges pans de la population à de telles logiques d'endettement. Initialement promu par des organisations issues de la société civile, le mouvement de la microfinance s'est

ensuite professionnalisé, se calquant de plus en plus sur le modèle des banques « traditionnelles » et favorisant *in fine* des objectifs de rentabilité financière plutôt que de développement (Bédécarrats, 2013, Roy, 2010). Son succès s'est construit autour d'une campagne médiatique internationale très positive, qui a culminé par la remise du prix Nobel de la paix à Muhammad Yunus en 2006. Tout comme l'extension du crédit dans les pays du Nord, la microfinance s'inscrit dans une conjoncture particulière, marquée, au Sud, par les politiques d'ajustement structurel promues par des organismes internationaux comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. En encourageant les États à réduire drastiquement leurs dépenses et à privatiser une série de dépendances publiques, afin de rembourser les emprunts contractés auprès de ces mêmes organismes, ces politiques entraînent une précarisation générale de la population. Le microcrédit s'insère comme palliatif de cette précarisation, en permettant l'accès à des services nouvellement privatisés, ainsi qu'en alimentant un récit de réussite via l'auto-entrepreneuriat des populations. À son tour, cet endettement mènera à de nombreuses crises (Bastiaensen et al., 2013), dont la vague de suicides de paysans surendettés dans l'Andhra Pradesh en Inde (Guérin, 2014) a été le cas le plus médiatisé.

En reliant ces deux tendances, il m'importe de souligner certaines de leurs similitudes. J'emprunte ici le terme d'« empire *subprime* » aux anthropologues Sohini Kar et Caroline Schuster (2021). Celles-ci notent que la microfinance et les crédits *subprimes* sont les deux faces d'une même pièce, en ce que chacun a vu dans l'endettement de personnes jusque-là exclues du secteur bancaire formel une nouvelle source de profit. Tous deux ont contribué à étendre les frontières du capitalisme financiarisé vers de nouveaux secteurs de la population. Les deux anthropologues notent également que, dans le cas de la microfinance, l'idée de « micro » aurait contribué à naturaliser les micro-attentes et micro-espoirs des

personnes pauvres et non bancarisées, effaçant la violence qui se cache derrière une telle naturalisation. Je souhaite à mon tour souligner comment, derrière un discours développementaliste positivement connoté, la microfinance s'inscrit dans des logiques similaires d'accumulation capitaliste.

Ainsi, clarifions-le d'emblée : cet ouvrage n'est pas sur la microfinance. C'est-à-dire qu'il n'a pas vocation à s'intéresser aux manières dont la microfinance peut être un outil de développement en faveur des populations pauvres ni à mesurer ses impacts en termes de réduction de la pauvreté¹. Suivant d'autres auteurs, je prends le pari d'appréhender la microfinance (aujourd'hui recyclée et renommée par les praticiens du secteur sous le terme d'inclusion financière) comme faisant partie de cette « financiarisation » du capitalisme. À ce titre, je ferai plutôt référence dans l'ouvrage au terme *emic* de « financiera » pour désigner les institutions de microfinance ; ce premier terme, moins connoté moralement, devrait me permettre, je l'espère, de me détacher de l'imaginaire développementaliste positivement associé à la microfinance.

Ce qui se passe dans la Sierra de Puebla – et qui se traduit par la présence nouvelle et notable de *financieras* – se révèle dès lors la conséquence de transformations plus larges dans la manière dont le capitalisme produit son accumulation, trouvant un écho dans de nombreux autres endroits du globe (Guérin et al., 2014). Il correspond à ce que l'économiste Costas Lapavistas qualifie d'« expropriation financière » (2009), c'est-à-dire l'enrichissement via la captation d'une rente sur le dos des personnes endettées. Dans ce système, les individus servent de profit au capitalisme, non pas – comme sous le capitalisme dit « productif » – en tant que travailleurs produisant des biens et des services destinés à être commercialisés, sinon en tant qu'individus devant s'endetter auprès

1. Diverses études ont déjà montré les effets plutôt mitigés du microcrédit sur la réduction de la pauvreté (voir notamment Banerjee et al., 2015).

d'institutions financières pour subvenir à leurs besoins et matérialiser leurs aspirations.

Au Mexique, on estime que plus de 56% des foyers mexicains sont endettés; la grande majorité de ce pourcentage consistant en des crédits à la consommation (INEGI, 2019). De fait, cet endettement consiste en des emprunts relativement peu élevés, à rembourser à échéance rapprochée et fréquemment renouvelés. Puisque ce genre de crédits alimentent la capacité des gens à consommer des biens de première nécessité, ils s'insèrent facilement dans les recoins les plus intimes des économies domestiques. L'endettement recouvre ainsi une nature distincte de celui qu'on rencontre dans les pays européens, où il se traduit majoritairement en des crédits hypothécaires de montants supérieurs et d'échéances à plus long terme. Depuis longtemps, le niveau de surendettement des Mexicains alerte les spécialistes du secteur, qui craignent la conformation d'une bulle alimentée par le crédit (Rozas, 2014). Comme preuve de cette difficulté à honorer leurs obligations, une enquête récente estimait que près de 60% des Mexicains endettés ont un historique négatif sur la plateforme digitale du bureau de crédit, laquelle est censée mesurer leur niveau d'endettement et leur aptitude au remboursement (El Economista, 2019).

Précisons que la dette n'est pas quelque chose de nouveau pour les économies populaires mexicaines. Une série infinie de pratiques sont depuis longtemps alimentées par des dettes en tout genre (Chamoux et al., 1994, Lomnitz, 1975, Villarreal, 2004). Ce que je pointe ici du doigt est la place croissante occupée par les dettes octroyées par des institutions financières.

Pour revenir au postulat de départ de l'ouvrage, il nous faut néanmoins saisir comment ces macrodynamiques capitalistes se matérialisent localement. Pour important qu'il soit de resituer comment les phénomènes observables dans la Sierra nord de Puebla se situent dans des logiques plus larges, il est indispensable d'analyser le travail de médiation et de traduction réalisé sur le terrain par la série de mains invisibles

que j'ai commencé à esquisser ci-dessus. Encore une fois, on ne peut pas prendre pour acquis que le capitalisme se produit par inertie, sinon qu'il faut observer les détails concrets au travers desquels il se réalise dans des endroits précis. Les deux questions qui fondent ce travail sont simples : comment cette version financiarisée du capitalisme se réalise-t-elle concrètement dans une région rurale du Mexique ? Quels processus sociaux sont générés dans ces espaces où le capitalisme est produit localement ?

Suivre l'argent : de la ville de Mexico à la Sierra nord de Puebla

C'est à la faveur d'un terrain ethnographique de 15 mois, réalisé entre 2016 et 2019, que je vais tenter de répondre à ces questions. Ce terrain a quelque chose de relativement inhabituel en ethnographie, en ce qu'il ne s'est pas réalisé en étant cantonné à un seul lieu. Au contraire, et sans que cela corresponde à une stratégie prédéfinie d'avance, je me suis retrouvé à suivre des flux financiers circulant depuis le bureau central d'une *financiera*, situé à la ville de Mexico, jusqu'aux mains d'emprunteurs se trouvant dans la Sierra nord de Puebla. À chaque échelle, ma perspective de la problématique a pu opérer des « basculements » (Laurent, 2019) m'invitant à observer ma problématique d'un regard neuf.

C'est via l'une des *financieras* actives dans la Sierra nord de Puebla que je suis entré sur mon terrain. Si je donne plus de détail dans l'ouvrage sur celle-ci (voir chapitres 1 et 6), précisons d'emblée qu'il s'agit d'une *financiera* de taille moyenne pour le panorama mexicain. Au moment de mon terrain, elle compte près de soixante-dix mille clients, répartis entre diverses succursales situées dans les États du centre et du sud du pays, dont celui de Puebla. À l'instar d'autres

institutions, elle offre plusieurs types de service à ses clients : crédit, épargne, assurance, transfert et réception d'argent. Le taux d'intérêt des crédits oscillait durant mon terrain autour de 65% par an, ce qui – même si cela peut sembler élevé – s'inscrit dans la moyenne des taux offerts par les *financieras* au Mexique. C'est grâce à mon expérience professionnelle préalable auprès d'une ONG mexicaine de développement rural que j'ai l'opportunité d'intégrer l'institution. Cette expérience m'a en effet permis de nouer contact avec des acteurs clés de cette *financiera*.

C'est au travers d'une observation de l'intérieur de cette institution que j'entame ma recherche. Sans que mon sujet d'étude soit défini a priori, je passe d'abord du temps au bureau central de l'institution, à la ville de Mexico, où sont chapeautées les opérations de terrain et où sont prises les décisions stratégiques. Là, je suis le travail de bureau réalisé par un personnel majoritairement issu du secteur financier formel. Lors de mes discussions avec les employés, je suis confronté soit à des discours très techniques sur le fonctionnement de l'institution, soit à des explications abstraites et parfois moralisatrices sur le comportement des clients. Plutôt enclin dans un premier temps à déconstruire ces discours normatifs, qui ne me semblent correspondre à aucune réalité empirique, j'ai surtout du mal à savoir par quel bout anthropologique agripper les informations auxquelles j'ai alors accès.

Sans vraies réponses à ces questions et intéressé par ce qu'il se passe «sur le terrain», je me détache lentement du bureau central. Je vais à plusieurs reprises dans la Sierra nord-orientale de Puebla, où l'institution compte cinq succursales. Le chef-lieu de la région se trouvant à cinq heures de route de la ville de Mexico, je peux effectuer des aller-retour fréquents avec le bureau central, où je continue de garder un pied. Durant mes premières semaines dans la Sierra, j'accompagne essentiellement le responsable régional, qui fait office d'intermédiaire entre le bureau central et les succursales.

Je passe des heures en voiture avec lui, circulant entre les nombreuses municipalités où la *financiera* offre ses services. En même temps que j'assiste à certaines complexités du travail de terrain, je me rends compte des tensions qui surgissent entre ce qui est décidé à la ville de Mexico et ce qui se passe sur le terrain.

Surtout, en me rendant sur le terrain, je commence à avoir une idée plus claire de tout l'appareil bureaucratique qui accompagne les *financieras*. Comme je l'explique plus en détail ci-dessous, je me rends compte des nombreuses règles auxquelles doivent se soumettre les clients qui empruntent de l'argent. Ces règles contraignent les usages qu'ils peuvent faire des crédits et contribuent à les classer entre bons et mauvais clients. Elles participent ainsi de l'imposition d'un cadre de pensée néolibéral, qui invite les individus à se penser en agents économiques « rationnels ». Ces observations me permettent de dénouer le nœud que j'avais au bureau central. Au lieu de chercher à déconstruire les discours normatifs du personnel, ce premier basculement m'invite à analyser comment ces discours moralement ancrés sont matérialisés au travers de dispositifs concrets au sein de l'institution.

Soucieux de continuer à suivre cette chaîne de commandement de haut en bas, je finis par m'installer à la succursale de Hueytamalco, que j'évoquais en début d'introduction. Celle-ci compte près de 3 500 clients actifs au moment de mon arrivée. En comparaison des autres succursales de la région, situées dans un environnement périurbain, la municipalité de Hueytamalco et ses alentours se caractérisent par leur caractère rural, bien que – comme je le découvrirai vite – l'économie y a expérimenté une transformation radicale. En effet, l'application de politiques néolibérales par le gouvernement mexicain a entraîné, à partir de la fin des années 1980, l'effondrement de la production de café qui prédominait jusqu'alors. Cet effondrement a conduit à minimiser l'importance des activités agricoles. Dans un contexte de précarité

structurelle, les crédits offerts par les *financieras* sont devenus l'une des principales sources d'accès à l'argent pour les populations.

Là, je m'occupe surtout en sillonnant les routes de la région en compagnie des agents. Au sein de l'institution, ils sont le principal point de contact avec les clients. Travaillant pour la *financiera* en même temps qu'ils sont originaires de la région, ces agents se situent à l'interface de valeurs diverses et divergentes, parfois difficiles à concilier. Ils doivent rendre des comptes tant à leurs supérieurs qu'aux clients avec lesquels ils entretiennent souvent des relations de proximité en dehors du cadre du travail. Ainsi, je perçois bien que la position ambiguë de ce genre d'acteurs rend d'emblée inopérantes des oppositions binaires entre un dedans et un dehors clairement définis. Au contraire, ils m'obligent à penser en termes de négociation, d'assemblage et d'oscillation entre des éléments d'ordres extrêmement divers. En les suivant, j'ai l'opportunité de me retrouver au cœur de cette zone grise, où je peux voir comment ces acteurs intermédiaires tentent d'imbriquer ces nouveaux flux financiers dans tous les faisceaux de relations sociales qui préexistent localement.

Enfin, après plusieurs semaines passées à Hueytamalco, je finis par m'installer dans la famille d'un agent de crédit, où je resterai jusqu'à la fin de mon terrain. Si je ne cesse jamais de passer du temps à la succursale, je prends également soin de m'en détacher afin de suivre ce qu'il se passe dans la communauté où je loge désormais, nommée El Progreso. À la manière des agents, cela m'oblige à négocier une position ambiguë. Étant parfois identifié comme faisant partie du personnel de la *financiera*, je tente de me décoller de cette étiquette à El Progreso, en évitant de suivre les activités qu'y réalise l'institution. J'y parviens partiellement à la faveur de petits détails, comme mon intégration à un groupe de l'église du village ou ma participation à un tournoi de football.